



Sommaire N° 16-17 (2018)

du 30 avril au 6 mai 2018

Editorial

Deux Corées : l'an 01 des retrouvailles

Automobile

Auto China 2018 - Les équipementiers à l'honneur

Infrastructures

BRI-L'heure de vérité ?

Monde de l'entreprise

« Big brother » au supermarché

Diplomatie

Xi et Modi en quête d'un nouveau départ

Energie

La Chine, championne d'énergies vertes ?

Xinjiang

Carotte et bâton

Petit Peuple

Le « je t'aime, moi non plus » de Sun et Song (2ème partie)

Rendez-vous

Semaine du 30 avril au 6 mai 2018

Editorial : Deux Corées : l'an 01 des retrouvailles

« Je m'assurerai de ne plus interrompre votre sommeil matinal à l'avenir », déclarait **Kim Jong-un**, le Cher Leader de Corée du Nord, à **Moon Jae-in**, Président de Corée du Sud, le 27 avril, à 9h30 du matin, dans la zone démilitarisée à Panmunjeom. C'était une plaisanterie inattendue, au tout début des retrouvailles entre frères ennemis, après 65 ans et la fin de la guerre de Corée (1950-53) qui avait fauché 1,2 million de soldats et civils, surtout coréens, chinois, américains et russes.

La boutade de Kim avait d'autant plus de sel qu'il faisait allusion aux tests de missiles de l'armée nordiste qui avait réveillé en sursaut cinq mois plus tôt les sudistes, ce que le leader promettait de ne pas recommencer. Décidément lyrique, Kim poursuivait : « nous sommes sur une ligne de départ, au moment d'écrire une nouvelle histoire des relations Nord-Sud, chargée de paix et de prospérité ».

Le style de la journée qui suivit fut à l'avenant, chargé d'effusions, tous les observateurs restant sous le choc du **moment historique**. Les deux hommes gravissaient à pied le chemin vers la « maison de la paix » - le bâtiment où avait été signé l'armistice de 1953. Ils étaient « seuls », mais escortés par la garde d'honneur sud-coréenne, dont une partie en costumes traditionnels, accompagnés par des musiciens jouant vieilles, hautbois coréens, cymbales, symbolisant l'antique royaume de Koryo, ancêtre des deux Républiques. Dans l'après-midi, Kim et Moon allaient « planter » un pin très rare, en réalité déjà de belle taille - il avait 65 ans, l'âge de l'armistice. Rebaptisé « *arbre de la paix* », il recevait de Kim quelques pelletées de terre du mont (sacré) Paektu et quelques gouttes d'eau du fleuve Taedong (du nord), tandis que Moon ajoutait sa terre du mont (sacré) Hallasan et son eau de la rivière Han (du Sud).

L'accumulation de symboles et l'ambiance folklorique et émotive des **retrouvailles** avaient pour but de laisser réémerger doucement la **nation coréenne**, affirmer le clan, la connivence.

Le vif du sujet serait abordé d'ici juin lors de la prochaine rencontre historique, entre Kim Jong-un et **Donald Trump** le Président des Etats-Unis. Et sans doute plus encore, lors des meetings de paix entre les six pays protagonistes de cette guerre passée, y compris Chine, Japon et Russie. La **Chine** d'ailleurs ne tardait pas à « applaudir » ce sommet « historique » et saluait « le courage des deux leaders ».

Les sessions entre les deux délégations à la Maison de la paix, permirent aux leaders d'échanger nombre de phrases historiques : les deux peuples « *n'étaient qu'un seul, tous compatriotes* » (Kim), et « *il n'y aurait plus de guerre* », le traité de paix devant être signé plus tard dans l'année (selon Moon). Kim suggéra aussi à Moon de l'inviter à **Séoul**, dans son palais présidentiel de la Maison Bleue - demande acceptée séance tenante, la date restant à fixer.

Suivit la signature de la « déclaration de Panmunjeom », communiqué conjoint sans précédent dans l'histoire des deux pays : les deux leaders s'engageaient à reprendre des négociations tous azimuts, rétablir des relations normales, et créer un bureau de liaison « *dans la région de Kaeseong, afin de faciliter les échanges entre les autorités* ». La journée se termina par un dîner des Présidents avec épouses, et la cérémonie d'adieux. C'était le jour du grand retournement : changement radical, de la part d'une Corée du Nord qui la veille encore, affectait de ne voir dans la Corée méridionale, qu'une zone occupée par l'US Army.

Tout cela ne doit pas cacher l'immense travail qui reste à faire, comme sélectionner les pays habilités à signer cette paix à trois (deux Corées + USA), à quatre, cinq, ou six. Kim voudra-t-il abandonner sa bombe et ses missiles ? Les Occidentaux, la Chine paieront-ils pour arracher à son arriération le « *pays du matin calme* », et à quel prix ? Mais un premier pas vient d'être franchi, et il est irréversible.

Automobile : Auto China 2018 - Les équipementiers à l'honneur



« La conduite vers une nouvelle ère » : tel est le thème de cette 15^{ème} édition du **Auto China** à Pékin (26 avril au 4 mai). Alternant une année sur deux entre la capitale et Shanghai, ce Salon de l'Auto, le plus grand du monde, rassemble 1600 exposants sur 220.000m². Aux 800.000 visiteurs attendus, sont exposés 1022 véhicules, dont 105 premières mondiales et 174 à **énergies nouvelles**, dont deux tiers de conception locale. Ce détail est un signe qui ne trompe pas : la Chine n'a rien laissé au hasard pour s'imposer sur ce nouveau créneau.

L'évolution de la traction thermique vers l'**électrique**, profite aux **équipementiers**, qui fournissent aux constructeurs les outils de demain. Alors que les ventes de voitures en Chine plafonnaient l'an dernier à 28,9 millions (+3,2%), celles des équipementiers poursuivent leur croissance à deux chiffres : **Faurecia** (+20%), **Plastic Omnium** (+17%).

Valeo, n°1 mondial dans les systèmes électriques, emploie en Chine 20.000 personnes entre 34 usines, et 14 centres de R&D, en JV avec **Siemens**. Son chiffre d'affaires a augmenté de 17%, avec 10 milliards d'€ de commandes en 18 mois—dont 38% passées par des constructeurs chinois. « Ces derniers sont friands de nos technologies car ils désirent monter en gamme », déclare **François Marion**, nouveau Président Valeo Chine. Au Salon, Valeo présente son tout nouveau **moteur 100% électrique à basse tension (48V)**, dont est équipé leur dernier prototype urbain à deux places (cf photo), réalisé en coopération avec l'Université Jiaotong de Shanghai. Il promet de parcourir 150km à 100km/h avec 0 émission de CO₂. En cas de production industrielle, il se vendrait 7500€ (60.000 yuans) - fraction des prix actuels.

Qui dit « moteur électrique », dit « batterie », et donc « autonomie ». Pour la préserver, il faut contrôler la

température de la batterie, et proposer des systèmes **chauffage** et de climatisation peu gourmands en énergie. Ainsi, Valeo produit un compresseur qui conditionne l'air de l'habitacle et protège les batteries de la surchauffe, leur principal danger. Cette technologie permet d'augmenter l'autonomie d'une voiture électrique de 20% en été, 30% en hiver.

Autre innovation : son système **Scala**, ayant reçu aux Etats-Unis le prestigieux trophée 2018 d'innovation PACE. Scala est le premier laser-scanner pour voiture. Il lit la route avec intelligence artificielle et algorithmes propres. Vendu à des dizaines de firmes, y compris les Gafa, il est l'outil de base de la **conduite autonome** et de nombre de fonctions nouvelles, tel le freinage d'urgence : Scala se substitue au conducteur pour éviter ou mitiger le choc, parfois en changeant de direction – préalablement vérifiée.

A cela s'ajoutent les phares LED à basse consommation, intégrés à la carrosserie ; des essuie-glace activables par smartphone pour dégivrer le pare-brise ; des nettoyeurs pour senseurs, essentiels à la conduite autonome sous la pluie, la neige givrante ou la grosse pollution. Un équipement réoriente les pleins phares en permanence de manière à éviter d'aveugler le conducteur d'en face.

Tout cela signifie, pour Valeo, 2000 brevets par an (n°1 national), et 12% du chiffre d'affaires réinvesti chaque année dans la recherche. Les 5000 chercheurs de 2009, sont aujourd'hui 20.000, qui passeront à 30.000 en 2022, pour un groupe qui, mondialement, se porte bien : ses ventes mondiales de 18,7 milliards d'euros l'an passé, devraient passer à 27 milliards en 2021.

L'autre tendance forte de ce Salon de l'Auto est la **digitalisation** de l'automobile, l'entrée dans l'habitacle de nouvelles fonctions en prévision du moment plus trop éloigné désormais, où le quatre-roues avancera sans chauffeur, libérant le ou les passager(s) pour d'autres activités.

C'est ainsi qu'**Alibaba** équipe Mercedes-Benz, Audi et Volvo, Volkswagen et Geely et une centaine d'autres marques, de son **assistant digital**. Alibaba leur a

déjà vendu 2 millions de haut-parleurs intelligents, intégrant le logiciel à commande vocale **Tmall Genie**, qui propose un catalogue de musiques en ligne, podcasts d'actualités, agenda personnel et service de réservations. Il obéit à des ordres simples comme allumer la climatisation, planifier un itinéraire, ou encore vérifier à distance que les portes sont bien fermées ou que les batteries sont chargées. Pour identifier et répondre toujours mieux aux besoins de l'utilisateur, **Alibaba utilise la masse de données personnelles, récoltées par ses différents services.**

Didi Chuxing, le géant chinois des VTC, lance une plateforme avec 31 constructeurs et équipementiers, étrangers et chinois, pour développer le futur type de véhicule le plus adapté à ses services « de mobilité ». Mise à part sa traction électrique ou hybride, ce véhicule devra être différencié selon les besoins. Par exemple, un grand coffre n'est pas nécessaire pour aller au travail mais plutôt pour transporter des objets volumineux. Il sera également hyperconnecté en intégrant tout type d'applications pour louer, partager ou prêter le véhicule par exemple. Pour l'utilisateur, un des intérêts serait de réduire les coûts (assurance, entretien, parking) d'un véhicule souvent immobile 22h par jour. Un autre avantage serait l'élimination des embouteillages – un seul véhicule pouvant alors en remplacer dix.

Mais une ombre plane sur ce Salon de l'auto, invisible parce que politique, mais bien présente parmi les exposants : celle du risque de **guerre commerciale américaine** en rétorsion d'un protectionnisme local. « *Sentant le vent du boulet* », le gouvernement chinois multiplie les annonces lénifiantes : une coupe des taxes à l'importation de 25% à 15%, voire 10% pourrait être annoncée le mois prochain. Cette dernière mesure profiterait surtout aux **véhicules de luxe**. En 2017, le pays importait 1,22 million de véhicules, soit seulement 4,2% du total des ventes en Chine. Plus importante serait la levée en 2018 de l'obligation de **JV** pour les véhicules électriques et hybrides, en 2020 pour les véhicules utilitaires, en 2022 pour l'ensemble du secteur. Néanmoins, pour nombre de constructeurs étrangers, ces mesures arrivent bien tard...

Infrastructures : BRI-L'heure de vérité ?



La menace du Président américain **D. Trump** d'une **guerre commerciale** avec la Chine fait peser un nuage sur le plan **BRI** (Belt & Road Initiative) - un ensemble de *ceintures* (axes terrestres) et de *routes* (maritimes) à travers le monde.

En effet, le BRI est une stratégie à long terme, conçue comme levier de redéploiement de technologies, de conquête de parts de marché et d'écoulement de surcapacités - acier, verre, électromécanique, matériel ferroviaire. Or, Trump ne cache pas la finalité protectionniste à sa démarche, la volonté d'enrayer cette concurrence chinoise et protéger les marchés de multinationales américaines, aux Etats-Unis et en dehors.

Premier blocage : celui sur le marché des semi-conducteurs. [D. Trump barre à ZTE pour sept ans la porte des achats d'équipements et de logiciels made in USA](#). Le même ostracisme n'est pas loin de frapper **Huawei**, l'autre équipementier chinois des télécoms, à qui est également reproché d'avoir violé l'embargo en Iran. Les deux géants chinois poseraient aussi un « *risque de sécurité* », en raison de la possibilité de transmission secrète de leurs données vers la Chine à l'insu des utilisateurs. Au 1^{er} plan des produits américains interdits à ZTE, [figurent les semi-conducteurs](#). Mais si ZTE n'accède plus à la source américaine de ces pièces, composants incontournables de tout équipement connecté, comment la Chine peut-elle proposer à l'international les TGV, barrages, centrales thermiques aux normes actuelles, conformément aux ambitions du programme BRI ?

Paradoxalement, l'enjeu du conflit est sans doute ailleurs, dans le plan « **made in China 2025** », par lequel Pékin tente de rattraper par tous les moyens son retard en technologies de pointe. Trump tente

de contrecarrer ce plan qu'il assimile à du vol pur et simple. Ainsi, Pékin va devoir faire des concessions et rassurer davantage sur le plan « **Made in China 2025** » que sur les BRI.

Jusqu'à ce jour, la Chine, grâce à sa discipline d'Etat et sa puissance financière, est capable de proposer des chantiers qu'elle finance en grande partie, se remboursant ensuite par livraison de matières premières ou par le contrôle de la billetterie du service fourni. Le résultat est présenté comme « *gagnant-gagnant* », en permettant à des pays pauvres d'accéder à l'électricité, aux routes, à des hôpitaux modernes qu'ils n'auraient pas autrement. La Chine elle, obtient à bon prix les ressources nécessaires à son industrie. Autre atout très fort des BRI, la Chine met un point d'honneur à n'attacher à ces projets aucune condition politique, contrairement aux Etats occidentaux et à la Banque mondiale. Cependant, une denrée vitale manque à ces échanges : la concertation. Durant ces palabres avec ses petits partenaires, Pékin impose tout, choix des matériaux, coût, conditions du prêt.

Bien peu de pays peuvent s'y opposer : « *c'est à prendre ou à laisser* ». Une fois le projet achevé, s'il s'avère inutilisable, comme au **Sri Lanka** le port d'Hambantota (coût = 1 milliard de \$, trafic nul), **China Merchants**, le groupe auteur du projet, devient alors son propriétaire pour 99 ans !

Or ces petits pays écrasés sous les dettes n'osent pas protester contre ces règles imposées par Pékin. Même l'Union Européenne étouffe ses critiques envers un système financier et réglementaire chinois discriminatoire, quoiqu'il raie souvent ses firmes de la compétition internationale - jusque sur son propre territoire.

Ce tableau change cependant, avec la contre-offensive de Trump : reprenant courage, les pays quittent leur passivité. Ainsi le 20 avril, 27 des 28 ambassades européennes à Pékin (à l'exception de la Hongrie) dénonçaient le BRI comme un système « *inéquitable* » assurant aux conglomérats chinois un avantage injuste sur la concurrence. Fait remarquable, à cette fronde, dix nations d'Europe

Centrale et de l'Est se sont ralliées, en dépit de leur appartenance au groupe des « **16+1** » avec la Chine, créé par Pékin pour lui servir de lobby des intérêts chinois, moyennant la promesse de projets « **BRI** » à foison sur leur sol. Mais en co-signant la lettre de Bruxelles, ces pays déplorent implicitement que les projets chinois tardent à venir...

Autre difficulté qui pointe à l'horizon : **Li Ruogu**, président de l'**Exim-bank** (*principal banquier des projets BRI*) admet que la majorité des pays hôtes des projets sont trop endettés pour espérer emprunter plus, faute de banques prêtes à prendre le risque. Wang Yiming, haut cadre du Conseil d'Etat, estime le déficit en fonds frais, à 500 milliards de \$ sur dix ans. Ainsi, la Chine coupait en 2017 ses crédits BRI de 28%, à 14,3 milliards de \$. Selon Li Ruogu, le pays ne peut plus soutenir seul son effort d'équipement hors frontières. Pékin milite auprès des Etats et des capitaux privés pour les faire participer. Le maître acronyme nouveau est « **PPP** », « *projet public-privé* ». Mais pour le moment, Pékin prêche dans le désert.

Comment convaincre des fonds de pension de participer à des projets aux lois disparates et inappliquées, au risque d'émeutes ou de corruption importants ? [D'ailleurs en Chine, des milliers de projets PPP lancés l'an dernier ont été retirés sur ordre de l'Etat central](#) : c'étaient des « *faux projets* », destinés à permettre aux provinces de drainer l'épargne et s'endetter davantage, contournant les consignes de Pékin. De même, les investissements privés chinois, loin d'augmenter, ont reculé de 30% en 2017, sur ordre d'un Etat craignant la fuite des capitaux. Manière de dire que même si les entreprises voulaient intervenir dans des projets BRI, elles trouveraient des difficultés, du fait de la méfiance du pouvoir central.

Autant le dire, pour créer la confiance en ces projets BRI, Pékin va devoir démontrer une gestion saine et profitable, et s'entendre avec les Etats comme les capitaux privés, chinois comme étrangers. Cela prendra des années, et ce ne sera gagné que par une remise en cause de toute sa gouvernance actuelle, axée sur l'autorité et le contrôle central.

Monde de l'entreprise : « Big brother » au supermarché



Patron du 1er groupe de l'e-commerce en Chine **Alibaba**, **Jack Ma** en est certain : la distribution va se réinventer à travers le « **O2O** », *Online to Offline*. Aussi, il a lancé une formule commerciale inédite, sa chaîne **Hema** (盒马) qui compte déjà 30 magasins, dont 15 à Shanghai et 5 à Pékin.

Chez Hema, le client peut remplir son panier avec 3000 produits référencés, qu'il peut compléter parmi 50.000 autres articles sur son smartphone. Ce client est ciblé : jeune célibataire ou juste marié, appartenant à la classe aisée. Le packaging des produits est repensé : bien présentés et en **petits volumes**, barquettes de 300 à 400gr d'assortiments de légumes pelés, des briques de lait de 750ml plutôt que d'un litre. Grand soin est mis sur l'information : pour chaque produit, un scan du **code QR** retrace l'origine, la valeur nutritionnelle et la date d'emballage, voire des conseils de préparation. On en est presque à la « **blockchain** » déjà annoncée, qui fournira des données retraçant la production et le parcours du produit. Une fois scanné, l'article tombe dans le panier virtuel. A la fin de ses courses, le client peut alors récupérer ses emplettes ou se les faire livrer – sans frais, en un rayon de trois km sous 30 min.

Le but du « jeu » est de convaincre le client que même sans se déplacer, il peut commander des produits de qualité. Aussi, Hema a pour seconde fonction celle d'**entrepôt** : de rayon en rayon, on peut voir les employés se presser à remplir des paniers de commandes, avant de les suspendre à un rail aérien avec filet de sécurité. Ils atterrissent au pôle chargement, où des livreurs les embarquent. Dès octobre 2017, Hema obtenait un taux de livraison de 50%, voire 70% pour les magasins existants

depuis 12 à 24 mois. L'objectif est d'atteindre les 90%, ainsi qu'une intensité de ventes au m² décuplée par rapport au supermarché classique. Avant Hema, le record chinois était détenu par **Mc Donald's**, avec 30% de hamburgers livrés pour 70% dévorés sur place.

Chez Hema, le cash est banni. La caissière fait office d'hôtesse pour aider le client à télécharger l'application mobile Hema ou payer par **Alipay**. Pour convaincre les hésitants, des *e-bons* de réductions sont offerts.

Cela ne se voit pas, mais toute commande passée chez Hema engrange sur le client une masse de données, qui s'ajoutent à celles déjà collectées par les autres services en ligne d'Alibaba (Alipay, Aliyun, Ant Financial...) Les caméras à reconnaissance faciale complètent le profil, et/ou assurent le paiement sécurisé... Un profil individuel en ressort, détaillant fréquence d'achat, préférences alimentaires, âge, santé... La base de données peut ensuite détecter des groupes aux besoins évolutifs, et identifier des produits ou services, voire l'angle psychologique pour les proposer.



Le rival d'Alibaba, **JD.com** (soutenu par **Tencent** qui a racheté 15% des parts en 2014) a lancé à Pékin en janvier son premier espace de concept similaire, **7Fresh**. Sous 3 à 5 ans, JD.com veut en ouvrir 1000 à travers le pays. Comme Hema, 7Fresh met l'accent sur le **frais**, avec son immense et avenant rayon poissonnerie aux morues de l'Atlantique, crabes d'Alaska ou de Russie, homards de Boston ! On peut les faire cuisiner sur place, et les consommer dans l'espace restauration. Dans les deux cas, c'est la formule choisie pour faire disparaître

une vieille appréhension alimentaire chez le consommateur chinois, qui veut qu'on n'achète viande, poisson ou légume qu'après en avoir vérifié visuellement (ou tactilement) la fraîcheur. 7Fresh présente aussi une armée de **caddies robotisés**, capables de suivre le client (cf photo). Le gadget est souvent inutilisable, surtout par jour d'affluence, mais il sert à faire passer un message : JD.com se robotise et prépare la livraison par drone terrestre ou aérien, en ville comme au village.

Les deux groupes rivalisent sur cette formule hybride « *phygital* », mi-physique, mi-virtuelle, sans se préoccuper à ce stade de **profitabilité** (à l'instar de la concurrence féroce que se livrent **Ofo** et **Mobike** pour le vélo partagé). La livraison gratuite « *sous 30 minutes et 3 km* » limite le livreur à un seul client par rotation : formule ruineuse. Et les drones mettront des années à atteindre le niveau de sécurité obligatoire—du moins en ville.

Un autre souci touche à l'**exploitation des données** du client, sans respect pour son intimité. De ceci, l'opinion et l'Etat en prennent graduellement conscience. En janvier, Pékin sermonnait Alibaba et le moteur de recherche **Baidu** pour détournement de données. Ils n'étaient pas encore punis, mais priés de modifier leur pratique. Fin mars, **Robin Li**, fondateur de Baidu, était attaqué sur la toile pour avoir affirmé : « *les Chinois peuvent accepter un accroc à leur vie privée, pourvu qu'il leur apporte davantage de confort* ». Peu après au Forum de Boao, Jack Ma, évoquant **Facebook** englué dans le scandale du détournement des données de 87 millions d'utilisateurs, recommandait vertueusement à son PDG Mark Zuckerberg « *de mieux faire à l'avenir pour préserver les données de ses clients* ».

Enfin, Pékin prépare pour 2020 son système de « **crédit social** », une note de moralité à tout citoyen, calculée selon son comportement. Dernièrement, on voit donc l'Etat infléchir sa stratégie, pour y inclure une dose de respect de l'intimité du citoyen. Quel juste milieu entre la sécurité des foyers, les intérêts de l'Etat et ceux des entreprises ? Vaste programme...

Diplomatie : Xi et Modi en quête d'un nouveau départ



Comment rebâtir la relation sino-indienne qui stagne depuis 30 ans, et y implanter la confiance entre ces deux pays géants d'Asie ? Telle était la question les 27 et 28 avril entre Xi Jinping et son homologue indien Narendra Modi, à Wuhan (Hubei) en sommet.

La solution trouvée a été inattendue et subtile : reconstruire ce rapport bilatéral, devait se faire par le jeu ! À coup de mailloches, Xi Jinping, au musée de Wuhan, donnait à Modi une leçon de « bianzhong », instrument à cloches de 2500 ans, puis le promenait sur les rives du lac de l'Est, ou l'emmenait pour une heure de bateau. Entre ces festivités, six entretiens se suivaient en 24 heures, chacun d'une heure au plus, dont les trois derniers le 28, en tête-à-tête. Il n'y avait ni ordre du jour, ni obligation de communiqué —la visite entière était « informelle ». De la sorte, ces politiciens, comme dans une escapade, pouvaient oublier la tension : un objectif inavoué était de se quitter sur une forme de cahier de charges des rapports futurs, code de conduite pour cicatriser les blessures et enterrer des siècles de méfiance due à la géographie. Ces deux peuples qui représentent ensemble 40% de la population mondiale (2,6 milliards d'âmes) sont séparés par 3400km de frontières montagneuses limitant les échanges à travers les siècles.

Modi, du Parti ultranationaliste BJP, déclarait le 27 avril que « *durant 1600 ans, les économies d'Inde et de Chine avaient formé l'économie mondiale* ». C'est sur ce principe qu'il souhaitait fonder l'alliance future, pour s'imposer en première puissance de la planète, dans la restauration de leur gloire passée—une motivation pas vraiment

moderne ni ouverte, et reste à savoir si Xi Jinping pourrait la partager.

Cela dit, la liste des problèmes à régler restait lourde. New Delhi attend depuis de longues années de Pékin qu'elle lève son veto à son entrée au NSG, (Nuclear Suppliers Group), le club restreint des nations nucléaires autorisées à faire commerce autour d'elles de leurs technologies atomiques. Un même veto chinois d'applique à sa demande d'entrée au Conseil de Sécurité de l'ONU comme membre permanent, niant ainsi à la seconde nation mondiale par la population, un rôle de puissance.

Sur le terrain, le tracé des frontières est une épine aux pieds des deux gouvernements, la Chine revendiquant l'Arunachal Pradesh indien sous le nom de Tibet-Sud, l'Inde réclamant 2000km plus loin le Sikkim sous administration chinoise. En vingt réunions à haut niveau depuis 2003, les deux pays n'ont pas avancé d'un pas.

L'Inde s'inquiète aussi de la poussée de la Chine, commerciale, diplomatique et militaire vers Pakistan, Népal, Sri Lanka, Maldives et Népal. Elle craint le déploiement autour d'elle d'un « collier de perles » chinoises, qui lui coupe l'accès à son propre Océan Indien.

Et puis comme beaucoup d'autres nations exportatrices, l'Inde réclame un accès égalitaire sur le marché intérieur chinois, qui lui permette de redresser une balance commerciale déficitaire de 50 milliards de \$.

La Chine de son côté, s'exaspère de voir l'Inde lui refuser la validation de son concept de « BRI » (Belt & Road Initiative) et de coopérer avec elle. New Delhi vient encore de dire non 48 heures avant le sommet, officiellement au nom du « Corridor pakistanais » à 50 milliards de \$, traversant une partie du Cachemire revendiqué par l'Inde. On peut se demander si ce refus n'est pas aussi inspiré par tous ces investissements chinois dans ces jeunes nations maritimes comme le Sri Lanka ou le Bangladesh, son propre arrière-pays...

De plus, une autre force insidieuse a

jusqu'à présent contribué efficacement à bloquer les tentatives de rapprochement : les extrêmes, militaires et ultranationalistes des deux bords, s'élèvent chaque fois pour faire échec au rapprochement, au nom de la défense de leurs privilèges. C'est ainsi qu'en 2014 à Ahmedabad, Xi Jinping et son hôte Modi avaient appris l'irruption de centaines de soldats chinois dans une zone frontalière, sabotant les chances de succès de cette visite. Cet incident s'était reproduit en 2017 en région du Doklam. Derrière ces incidents, se profilaient en filigrane des conflits internes aux pouvoirs respectifs...

D'ailleurs, le 27 avril, l'armée indienne apportait à la visite de Xi sa dernière douche froide, annonçant le long de la frontière l'érection de 96 casernes chauffées pour abriter chacune une centaine d'hommes par 4000 à 6000m d'altitude. Ce complément porterait à 274 le nombre de casernes indiennes dans la chaîne des Himalaya, et son annonce était contradictoire à cette visite d'« amitié ».

A l'issue des dernières palabres, les deux chefs d'Etat convinrent de parer au plus pressé, et de mettre leurs troupes hors d'état de commettre des "dérapages". Un système de "guidance stratégique", d'une manière ou d'une autre, serait imposé aux troupes se faisant face à face pour "maintenir la paix aux frontières" et "renforcer la communication stratégique" de part et d'autre. Et quant au fond du problème, un tracé définitif de la frontière pour dégager une fois pour toute ce talon d'Achille, les deux pays sauraient trouver "la maturité et la sagesse pour dépasser les différends dans le contexte de la relation dans son ensemble".

Sur cette base, le sommet s'achevait sur un succès : conscient de l'honneur qui lui était fait par Xi en le recevant si loin de la capitale, Modi exprimait sa gratitude pour le soin apporté à cette rencontre au style si atypique, et "espérait" le plaisir de recevoir à son tour le chef de l'Etat chinois en Inde en 2019 -juste avant ses élections présidentielle, ce qui lui apporterait une évidente manne électorale.

Energie : La Chine, championne d'énergies vertes ?



En 2012, le Conseil d'Etat espérait voir produire en Chine 70 milliards de m³ de gaz de schiste d'ici 2020. Six ans après, le chiffre a été ramené à un objectif plus réaliste de **17 milliards de m³** à cette échéance. Ce serait déjà une belle prestation, puisque l'an dernier, elle n'était que de 9 milliards.

Pour atteindre ce but, 700 nouveaux puits seront forés sur les sites de Fuling (Chongqing, par Sinopec), Zhaotong et Changning-Weiyuan (Sichuan, par CNPC), moyennant 5,5 milliards de \$. Le retard a été induit par le relief chinois : les

gisements du pays sont nombreux et abondants, mais situés plus profonds que ceux américains pour lesquels les équipements avaient été conçus. Ils sont aussi plus faillés, et en zone habitée - autant de sources de surcoûts. Toutefois les années ont permis de réduire les coûts de 25 et 40%, par optimisation des techniques et sourcing local d'équipements. Pour autant, vu l'explosion de la demande (pour lutter contre la pollution de l'air), les importations vont continuer à exploser : +49% cette année.

Autre énergie de pointe où la Chine investit : la **fusion thermonucléaire**. Dongbu (Anhui) (cf photo), est le site d'un outil de recherche unique en Asie, le **tokamak EAST**, qui convertit sous vide le plasma d'hydrogène en hélium à 150 millions de degrés. La théorie est bien connue : à terme, cet anneau toroïdal doit dégager des masses gigantesques d'électricité, sans émissions radioactives.

Le coût d'exploitation d'EAST est faramineux à 15.000\$ par jour, sans les salaires de centaines de scientifiques chinois et étrangers. Mais avec 100 secondes, il détient le record du monde de durée de fonctionnement. Song Yuntao, le vice-directeur, croit le centre capable de dessiner d'ici cinq ans le premier réacteur à fusion productif d'électricité.

À concurrence de 10% du budget (25 milliards de \$), la Chine participe avec 35 pays, au programme ITER, le plus grand tokamak du monde, en construction à Cadarache (France) et devant entrer en fonction en **2025**. La Chine contribue aussi en livrant des pièces du futur outil—elle vient d'envoyer quatre réservoirs d'élimination de vapeur de 100 tonnes chacun, *made in Sichuan*.

Par ces deux investissements, la Chine démontre à la fois sa foi en la fusion nucléaire, et sa volonté d'être une des nations qui saura les construire le moment venu—dans 30 ans, croit-on savoir.

Xinjiang : Carotte et bâton



Croissance économique et hyper contrôles : tels sont les mots d'ordre contradictoires au **Xinjiang** en 2018, sous un pouvoir déterminé à en finir avec dix ans d'attentats suicides, de rébellion séparatiste et intégriste ayant causé des centaines de morts. **Chen Quanguo**, Secrétaire du Parti depuis 2016, accentue la pression suite au retour au pays des Ouïghours combattants de Daech, rescapés de la guerre de Syrie. Leurs arrestations, en 2017, ont été multipliées par 16 sur 12 mois.

Aussi les **caméras** de surveillance pullulent, dans les magasins et aux carrefours, reliées à une base de données

faciales de toute la population. C'est le système le plus avancé du pays : selon un expert, nul suspect ne peut faire plus de 200m hors de son domicile sans se retrouver sur écran, identifié.

Agents, cadres exigent en tout temps présentation des papiers, même pour prendre bus, train ou métro d'Urumqi (dont l'ouverture est proche). Quiconque triche en présentant les papiers d'un autre, se fait repérer à la caméra et encourt 200 ¥ d'amende. Ces contrôles-papier étant moins destinés à épingle les suspects que pour les décourager de se déplacer. Une fraction de la minorité ouïghoure a été placée en camps de rééducation, pour une durée indéterminée : ces hommes et femmes de tous âges seraient 120.000 au sud de la région autonome (Kashgar), et 500.000 à un million sur toute la région - jusqu'au 10ème de la population ouïghoure musulmane.

À 20.000 km de là, s'inquiétant des abus de cette « *guerre du peuple contre la terreur* », le Sénat américain envisage de frapper les cadres impliqués dans cette

répression au nom de la sécurité nationale : sous le coup d'un Global Magnitsky Act, leurs compte aux USA pourraient être gelés et eux-mêmes interdits de visa.

Parallèlement, les investissements au Xinjiang augmentent : Pékin investit 300 millions de \$ en rénovation des réseaux d'irrigation autour d'Aksu, Kashgar et Hotan. Au Nord-Ouest, 240.000 enfants de maternelles reçoivent chaque matin un petit carton de lait, au dos duquel figurent les paroles d'un chant du Parti.

China Southern ouvre au 21 juin une ligne directe Urumqi-Lahore (Pakistan). Au Pakistan, TBEA, firme du Xinjiang, monte au Punjab la première centrale solaire du pays. Ailleurs, une ligne électrique à ultra haute tension de 3300 km est inaugurée, reliant Xinjiang et l'Anhui, pour y fournir 66 milliards de kWh. Pour Pékin, pas de doute, la répression doit mater la révolte, mais les cœurs doivent être reconquis par la modernisation et l'élévation du niveau de vie.

Petit Peuple : Le « je t'aime, moi non plus » de Sun et Song (2ème partie)



[Résumé de la 1^{re} partie: En 1976, Sun Guo \(60 ans\) et Song Hua \(52 ans\) se marient en secondes noces—union sans cesse contestée par leurs enfants. Lasse, Song Hua quitte le domicile familial pour ouvrir son propre garage en 1982. Sun Guo ne tarda pas à la rejoindre...](#)

Cette phase de leur vie fut celle qui dura le plus longtemps, et qui fut la plus heureuse.

Au garage, Sun Guo jouait l'aide mécano, maniant la pompe ou la clé à molette. Côté argent, entre les recettes du garage et leurs deux pensions, ils en avaient bien assez - au point même de pouvoir boursicoter. C'était elle qui faisait les placements.

Le samedi, ils sortaient au marché de Tangshan avec leur cabas à roulettes. Avec soin, ils choisissaient tomates, piments, concombres amers, et le jarret de porc qu'elle faisait cuire à l'étouffée pendant des heures dans la sauce soja, le gingembre et l'anis étoilé.

Ils s'entendaient relativement bien - sauf pour les corvées. Sun trop souvent se penchait ostensiblement sur ses pinceaux et son encrier pour faire ses pages de calligraphie, trop occupé pour se rappeler de sa promesse d'aller étendre le linge. Sa mauvaise foi exaspérait sa femme, qui commença à montrer des signes d'impatience. Le malaise s'exacerbait quand leurs enfants venaient les voir, ressassant de vieilles récriminations en matière d'héritage. Par leurs fils respectifs, Sun et Song étaient sommés de défendre leur clan, contre leur couple. Jamais l'un ne trouvait le courage de défendre l'autre. De ces querelles stériles, tous deux sortaient blessés, irrités. Alors, Sun préférait décamper quelques jours pour ne pas

faire d'histoire... De la sorte, elle ne se sentait pas piégée dans une relation étouffante. Quand Sun revenait, il apportait un bouquet de fleurs, un livre de poésie. Sans un mot, elle l'aidait à se débarrasser de son manteau. Intérieurement, elle jubilait.

Ce modus vivendi tint 16 ans, jusqu'en 1998. Song accepta enfin d'acheter avec son mari un appartement, à deux pas de leur marché fétiche. Ils pensaient que ce serait bien à leur âge (76 ans pour lui, 68 ans pour elle) de passer leur 3ème âge sous le même toit. Mais c'était très imprudent. En effet, bien que ce soit elle qui paie les traites du crédit, ils se retrouvaient co-proprétaires à parts égales. De la sorte, avant même d'emménager, elle se sentait flouée et de plus, elle angoissait à l'idée de ne plus jamais pouvoir se retrouver seule !

A peine installé, Sun se mit à prendre ses aises, recevant tous les jours ses vieux copains dans les fauteuils, et la priant de leur servir le thé, comme une domestique. Pas question de protester devant les invités - cela ne se faisait pas. Elle prenait sa revanche après, par des crailleries entre quatre-z-yeux.

Puis les enfants de Song revinrent à la charge, chaque semaine : Sun ne pouvait posséder la moitié d'un logis sans en avoir payé plus que des broutilles : c'était une spoliation d'héritage, et pas la première, puisque depuis 16 ans, les fils de Sun squattaient leur première maison.

Or, ces fils revenaient bientôt à leur tour troubler la fragile intimité du couple. Ils n'avaient que mépris pour Song Hua - cette ex-institutrice aux pieds nus qui gagnait sa vie les mains dans le cambouis. Elle avait tellement moins de classe que leur calligraphe amateur de père...

Avec les années, la santé du vieillard déclina, en même temps que les sentiments du couple. Depuis longtemps, Song avait la hantise de devoir s'occuper de lui, des soins qu'elle était obligée de lui donner continuellement, de l'aider à faire sa toilette, de cuisiner pour lui... Il devenait pressant pour elle de recouvrer sa liberté.

En 2010, à 88 ans, Sun fut admis à l'hôpital, pour une pancréatite. Mais quand il rentra, il trouva porte close, et dut repartir vivre chez un ami au pied levé. En 2012, Sun dut se faire opérer à nouveau : là, Song refusa de payer la facture, laissant les fils de Sun intervenir, lesquels portèrent plainte. Cette escalade dans la désunion donna à cette femme en colère, le courage de faire ce dont elle rêvait depuis 30 ans : d'un pas militaire, elle marcha au bureau des affaires civiles pour réclamer le **divorce**.

Le juge convoqua les époux : Sun alors, refusa la séparation, invoquant son amour pour elle. Le juge voyant sa faiblesse physique et leurs 35 ans de mariage, invoqua le proverbe suivant : « mieux vaut abattre dix temples, que de détruire un mariage » (宁拆十座庙, 不毁一桩婚, níng chāi shí zuò miào, bù huǐ yī zhuān ghūn). Ils restèrent donc époux—mais séparés de corps.

Alors, l'idée de divorcer ne quitta plus Song. En septembre 2017, à 87 ans, elle fit une autre demande de divorce. Elle réclamait aussi le retour de la maison squattée par le clan de son mari. Mais là encore, le juge la débouta : Sun et elle « se connaissaient trop bien ». Ils n'avaient qu'à se réconcilier et laisser leurs enfants en dehors de leurs affaires !

Furieuse, Song interjeta un nouvel appel début 2018. A bout d'argument, le juge finit par céder. Sun, à 96 ans, s'était résigné à la séparation et à bien plus encore : il acceptait de rendre la maison. Il faut dire qu'à 96 ans, il s'apprêtait à sa énième opération, risquant donc d'aller rejoindre ses ancêtres. Il voulait donc mettre ses affaires en ordre, et faire ce dernier plaisir à la femme de sa vie, puisque telle était sa volonté. Song repartit donc du tribunal, le front haut : jeune divorcée !

Alors se produisit le dernier petit miracle. Dans la maison du litige, l'aidant à emballer leurs décennies de photos jaunies, Song revécut leur passé en accéléré, et sentit revenir la tendresse du fond des ans. Elle lui passa la main sur l'épaule, et lui, reposa sa tête sur elle. À présent qu'on se quittait, on pouvait enfin l'exprimer, cette tendresse cachée, la vraie couleur de leur existence !

Rendez-vous : Semaine du 30 avril au 6 mai 2018



3-5 mai Shanghai : China ePower, Salon international de la **génération d'énergie et de l'ingénierie électrique**

3-5 mai Shanghai : D-Energy China, Salon international de la **distribution et du stockage d'énergie**

3-5 mai Shanghai : G-Power China, Salon

international dédié aux moteurs thermiques, électriques, générateurs d'énergie et groupes électrogènes



3-5 mai Shanghai : W-Power China, Salon international et conférence dédiés à l'énergie éolienne



3-5 mai Shanghai : IE Expo, Salon international de la **gestion et traitement de l'eau, du recyclage, du contrôle de la pollution atmosphérique et des économies d'énergie**

3-5 mai Shanghai : IFAT China, Salon international de la **purification de l'eau, de la valorisation, du recyclage et du développement durable**

6-9 mai, Yiwu, Yiwu Imported Commodities Fair, Salon des biens importés